

MIROIR, MON BEAU MIROIR, DIS-MOI QUI LAVE PLUS BLANC

Scandales, médias et citoyenneté au Brésil de nos jours

Raúl-Enrique Rojo

Enseignant-chercheur. Université fédérale de Rio-Grande-do-Sul – Programme d'études supérieures et postdoctorales en Sociologie (UFRGS, Porto-Alegre, Brésil).
raulrojo@ufrgs.br

Résumé

En mars 2014, s'est fait publique au Brésil un vaste système de corruption et de pots-de-vin de plus de 6 milliards de dollars qui ébranlera le régime de Dilma Rousseff et émouvra l'opinion publique. Les médias ont accompli un rôle essentiel dans la mise à jour de ces agissements, amplifiant les dénonciations et en construisant un récit passionnant des machinations sous-jacentes.

Mots-clés

Corruption, Scandales, Médias, Citoyenneté, Justice.

Abstract

By Mars, 2014, it became public, in Brazil, a huge system of corruption and bribery of more than 6 billion dollars, which will blow the regime of Dilma Rousseff and will sound disgusting to the public opinion. The Media played an essential role in making clear those trickeries, stressing the denunciations and building an exciting storytelling on the underlying plots.

Keywords

Corruption, Scandals, Media, Civic Duty, Justice.

Introduction

Le 17 mars 2014, moins de neuf mois avant la fin du premier mandat présidentiel de Dilma Rousseff au Brésil – le troisième conquis d'affilée par le Parti des travailleurs (PT), les premières constatations de divers méfaits (presque anodins à l'époque) commis par quatre organisations délictueuses dirigées par des opérateurs du marché parallèle de change (*doleiros*) ont été rendues publiques. Même si peu après le Ministère public a commencé à recueillir les preuves d'un vaste système de corruption, personne n'aurait prévu alors qu'au fil des mois il deviendrait le plus grave scandale du régime, qui finirait par l'ébranler et émouvoir l'opinion publique du fait de son caractère immoral, des sommes astronomiques mises en jeu, et de la personnalité des individus compromis. Nous parlons de l'affaire qui répondait déjà au nom de code (aujourd'hui fameux) de *Lava-jato* (littéralement : nettoyeur à haute pression) qui lui fut attribué par la Police fédérale brésilienne parce que le blanchiment d'argent découvert à l'origine aurait été dissimulé notamment par l'achat de stations de lavage à jets haute pression pour les voitures.

De fil en aiguille, le scandale a pris des proportions gigantesques révélant une affaire de corruption et de pots-de-vin d'un volume supérieur à 6 milliards de dollars. La trame criminelle a été conçue aux dépens de plusieurs entreprises d'Etat, notamment la pétrolière *Petrobras* (ce qui a permis de lui donner aussi le nom générique de *Petrolão*). Ont participé à ces agissements, outre quelques-uns des plus hauts dirigeants des sociétés lésées, ceux des principales entreprises de BTP du pays et des politiques des trois principaux partis de la majorité gouvernante de l'époque : le PT (gauche populiste), le PP (droite pragmatique), et le PMDB (centre physiologique)¹. Le but avéré n'était autre que de renflouer (et faire grossir) les caisses de ces partis, en enrichissant bien sûr au passage les instigateurs de cette affaire, ainsi que plusieurs figures politiques de premier plan (comme les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, d'autres législateurs, gouverneurs, ministres et jusqu'à trois anciens Présidents de la République)². Finalement, le scandale a pris un nouveau tournant quand on a su que l'argent sale de la corruption aurait aussi financé les campagnes électorales de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva et de celle qui était alors chef d'Etat, Dilma Rousseff (réélue *in extremis* en décembre 2014, soumise peu de temps après à la procédure d'impeachment et destituée le 31 août 2016).

¹ Nous utilisons ici à dessein le terme « physiologique » parce qu'il traduit littéralement le mot (*fisiologismo*) couramment utilisé par les brésiliens pour se référer à la conduite ou pratique de certains représentants politiques qui préfèrent satisfaire des intérêts personnels ou partisans en détriment du bien commun. Mais aussi parce que correspond en français à un abordage objectif (parfois cynique) de la réalité humaine (à la manière de Balzac dans sa *Physiologie du mariage*).

² Nous nous référons à l'actuel sénateur Fernando Collor de Mello, au jusqu'à quelques mois aussi sénateur José Sarney et au fugace ministre Luiz Inácio Lula da Silva, qu'a été relevé de ses fonctions avant même de les exercer à cause d'une plainte pour détournement de pouvoir déposée au tribunal Suprême fédéral contre sa nomination par celle qui était alors présidente, Dilma Rousseff.

Il faut dire que les médias ont accompli un rôle essentiel dans la mise à jour de ces agissements, amplifiant les dénonciations de quelques politiques de l'opposition, mais surtout construisant un récit passionnant (et bien étayé) des machinations sous-jacentes. Dans le même temps, un Parquet plutôt indépendant et une Police fédérale exceptionnellement diligente accusaient les responsables, dont le nombre augmentait au fur et à mesure que les langues de quelques inculpés clefs se déliaient pour revendiquer le statut de *repentis* et profiter des avantages de la *prime à la délation*. Plus d'une cinquantaine des membres de l'élite politique et économique du Brésil a commencé de la sorte à être mise en examen et écrouée par un juge (Sergio Moro) qui avait totalement assumé son rôle institutionnel en devenant ainsi, pour nombre de ses compatriotes, la conscience morale de la Nation. Une sorte d'opération *mani pulite* à la brésilienne s'est mise en branle, faisant alors écho aux fractions croissantes de la population qui sortaient dans la rue, apparemment sensibles à des exigences éthiques tout à fait nouvelles dans un pays plutôt peu farouche en termes de moralité publique. L'information diffusée par les médias permettait de contredire ce que l'opinion publique croyait savoir à propos de certains individus et institutions, le phénomène médiatique prenait une allure tout à fait nouvelle mettant en lumière la duplicité des comportements politiques, et les citoyens se sentaient (pour une fois) vexés.

De nombreuses manifestations, convoquées à travers les réseaux sociaux par des groupements de la société civile, se sont ainsi déroulées tout au long de l'année 2015 et les cinq premiers mois de 2016, et elles ont réuni des multitudes dans tous les chefs-lieux et principales villes du pays, pendant que des *concerts de casseroles* plus ou moins spontanés accompagnaient les paroles télévisées de la Présidente et de quelques-uns de ses ministres quand ils ont essayé de banaliser après coup la situation.

Pire encore : l'impeachment de Dilma Rousseff était non seulement demandé par la foule des manifestants, mais aussi formellement exigé par les partis d'opposition à l'Assemblée nationale, dont le président a alors entamé le processus prévu par la loi pour la mise en accusation devant la Chambre basse de la titulaire de l'Exécutif. Procès retransmis par les chaînes de télévision de la Justice et du Parlement qui le diffusaient en direct, tout en devenant (pour la première fois de son histoire) les championnes de l'audimat, relayées par le réseau commercial qui n'omettait aucun détail, pas même un effet de manches...

Ce qui avait commencé comme une simple affaire de détournement de fonds mise à jour par une cour fédérale de province est devenue un marécage où se sont enfoncés le Parti des travailleurs, ses alliés, ses dirigeants et principaux représentants, y compris la Présidente Dilma Rousseff (qui a été écartée provisoirement de ses fonctions par le Sénat, durant la procédure destinée à établir sa culpabilité, avant d'être finalement destituée) et

son mentor et créateur, Lula³. Puisque entre-temps, six chefs d'inculpations ont été retenus contre l'ex-Président : enrichissement illicite, occultation de biens, blanchiment d'argent, faux et usage de faux, entrave à l'exercice de la justice et association de malfaiteurs. Celui qui était considéré comme l'homme politique le plus populaire du pays prête aujourd'hui sa figure à un énorme bonhomme gonflable au costume rayé de bagnard qui trône dans tous les rassemblements de ses opposants et que l'on a baptisé le *Pichuleco* (terme argotique désignant un petit pourboire, mot presque inconnu du grand public avant que la presse ne l'attribue au trésorier du Parti des travailleurs, João Vaccari Neto, qui l'aurait utilisé ironiquement pour se référer aux famoureux pots-de-vin en jeu).

Le cas de l'opération *Lava-jato* met donc en évidence, à notre avis, l'émergence au Brésil d'une vraie politique médiatique axée fondamentalement sur l'idée du scandale. L'objectif de ce travail consiste à établir les dynamiques de la communication politique brésilienne actuelle à travers ce cas, considéré dans le contexte d'autres scandales domestiques. Pour cela nous nous occuperons de certains sujets plus larges qui sont au-dessous de ce type de phénomènes dans les démocraties contemporaines : que sont les scandales médiatiques ? Des moments où l'opinion publique s'implique et où se produit une sorte de régénération morale, comme quelques études le prétendent ? Tous les scandales seraient-ils égaux ? Ou, en revanche, nous orientons-nous vers la découverte de phénomènes tout à fait indépendants et originaux ? Et quelle serait alors la caractéristique distinctive des différentes sortes de scandale ?

Scandales, scandales, vous avez dit scandales ?

Répondre à ces questions requiert une distinction entre différentes sortes de scandales, puisqu'ils ne sont pas tous égaux. Ils impliquent en fait divers sujets, déchaînent des processus politiques et médiatiques spécifiques et provoquent des réponses publiques variées. Les récents scandales brésiliens peuvent être ainsi classifiés en trois catégories qui encadrent quelques caractéristiques communes, mais aussi des écarts lourds de conséquences quant à leur portée et leurs répercussions.

Les phénomènes mis à jour dans l'opération *Lava-jato* entrent dans la catégorie de ceux qui ont essentiellement trait à la corruption officielle. Il faut dire que la plupart des scandales qui ont frappé les gouvernements du Parti des travailleurs pendant leurs treize ans au pouvoir se sont déclenchés à la suite des cas qui appartiennent à cette catégorie. L'un des premiers est connu comme le *scandale des bingos*⁴. Ce scandale fut rendu public le 13

³ Forme hypocoristique de Luiz, qui est son surnom depuis ses temps de syndicaliste. Après quoi, il a demandé que ce pseudonyme soit légalement ajouté à son nom de famille.

⁴Le bingo est un jeu de société où les nombres tirés sont annoncés les uns à la suite des autres. Les joueurs, de leur côté, les notent sur des cartes prévues à cet effet. Le premier joueur obtenant la bonne combinaison sur

février 2004 après la diffusion d'une vidéo enregistrée par un entrepreneur de loteries interdites (*bicheiro*⁵), qui le montrait en train de se faire extorquer une grosse somme d'argent destinée au Parti des travailleurs, par un assesseur⁶ de José Dirceu⁷. Celui-ci fut alors interrogé par une Commission d'enquête parlementaire, chargée de démontrer l'utilisation des *maisons de bingo* dans la pratique des crimes de blanchiment d'argent ou d'occultation de biens, droits et valeurs, ainsi que les relations de ces salles de jeux avec le crime organisé.

Une année plus tard, en mai 2005, éclate le scandale dit *des Postes*, après la dénonciation de manquements à la loi dans l'Entreprise des postes et des télégraphes du Brésil. Ici la crise a commencé par la diffusion d'une vidéo montrant un fonctionnaire des Postes, qui disait agir avec le soutien politique de Roberto Jefferson (président du Parti travailliste brésilien, allié du PT), empochant des dessous de table versés par un supposé entrepreneur qui prétendait manipuler un appel d'offres. Jefferson a d'abord nié sa participation dans la corruption de l'entreprise d'Etat mentionnée, mais une fois soumis à la pression conjuguée de la presse et de la police, et se croyant abandonné à son triste sort par le PT, il a fini par dénoncer un autre système de corruption que le député Miro Teixeira avait déjà baptisé le *Mensalão*⁸.

l'une de ces cartes est gagnant. Il crie alors « Bingo ! » pour se manifester. Ce jeu permettant de gagner des prix contre une participation financière était réglementé au Brésil, où il a été très populaire avant d'être prohibé suite au scandale susmentionné.

⁵ Le *jogo do bicho* (« jeu de l'animal » en français) est un jeu de hasard brésilien illégal. Très populaire dans le pays, surtout dans le sud-est, c'est un genre de loterie régionale mis au point par des organisations clandestines dont les dirigeants sont appelés *bicheiros*. À l'inverse de la plupart des loteries officielles, il est possible de parier sans limite de mise, ni supérieure ni inférieure. En dépit de sa popularité, ce jeu est officiellement interdit – bien que plus ou moins toléré – principalement à Rio de Janeiro où évoluait l'entrepreneur mentionné, Carlos Augusto Ramos (dit Carlinhos Cachoeira).

⁶ Appelé Waldomiro Diniz.

⁷ Alors ministre-chef de la Casa Civil (sorte de Secrétaire général de la Présidence de la République et directeur de cabinet).

⁸ Le néologisme *mensalão* fut pourtant popularisé vers 2006 par le député fédéral de l'époque, Roberto Jefferson, dans une entrevue qui a donné au scandale une dimension nationale. C'est une variation du mot *mensalidade* (« mensualité ») désignant une *mesada* (quantité d'argent fixe qu'on verse tous les mois, spécialement l'argent de poche que donnent périodiquement les parents aux enfants pour qu'ils gèrent leurs dépenses) et qui était dans le cas présent versé aux députés de plusieurs partis pour qu'ils votent en faveur de projets de lois dans l'intérêt du Pouvoir exécutif. Le mot *mensalão* fut alors adopté par les médias pour identifier l'affaire. Le premier journal national à grand tirage qui l'a utilisé fut la *Folha de São Paulo* dans un article du 6 juin 2005. Le mot a également été utilisé aussi par les médias internationaux, toujours accompagné d'une traduction approximative. Il a été traduit en français par « le scandale des mensualités » et en anglais par "*the big monthly allowance*" (le grand paiement mensuel) ou "*the vote-buying*" (l'achat de votes). Nous avons préféré le conserver dans sa langue d'origine.

Nous avons déjà mentionné le *Mensalão* dans une autre étude (Rojo, 2003), mais nous pouvons maintenant affirmer que ce projet criminel a constitué la crise politique majeure pour le gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva, qui éclaboussa les débuts du gouvernement de son successeur Dilma Rousseff, et dont nous savons aujourd'hui qu'elle est à peine l'avatar d'une crise majeure, celle du *Petrolão* (sommairement décrite ci-dessus) articulée par une association de malfaiteurs dite le *Quadrilhão*.

Rappelons pour mémoire que, même si les faits du *Mensalão* remontent aux années 2005 et 2006, la complexe trame délictuelle qui impliquait quarante accusés a été examinée par la plus haute cour du Brésil (étant donné le privilège de juridiction d'une bonne partie des accusés) et commencé à être jugée (en audience publique transmise en direct par la télévision) le 2 août 2012. Dans son réquisitoire, l'ex Procureur général de la République Antonio Fernando de Souza avait qualifié le *Mensalão* comme l'action d'une « association de malfaiteurs sophistiquée » destinée à acheter l'appui de partis politiques à des fins de pouvoir, au bénéfice du PT et de l'ex président Lula. Opinion partagée par son successeur Roberto Gurgel qui dans sa plaidoirie l'identifia comme « le plus effronté et scandaleux système de corruption et de détournement de fonds publics découvert au Brésil ». Notre intention n'est pas de nous étendre sur la complexité des faits incriminés, la dangerosité des accusés ou les méandres procéduraux. Il suffit de dire ici que le jugement a abouti à la condamnation de vingt-cinq accusés, et démontré le détournement de fonds publics (autour de vingt-cinq millions de dollars de l'époque) qui ont irrigué le système d'achat de votes de parlementaires à travers trois groupes opératifs. L'un, politique, intégré par les chefs corrupteurs (à la tête duquel se trouvait le ministre-chef de la Casa civil, José Dirceu, le président du PT, José Genoïno et le trésorier de ce même parti, Delúbio Soares) et plus d'une dizaine de députés corrompus, le Président de l'Assemblée nationale inclus. Un autre, comprenant un groupe publicitaire, commandé par un entrepreneur de cette branche d'activité (Marcos Valério) et ses associés, qui participait du détournement de fonds publics, les canalisait et dissimulait les versements aux corrompus avec de l'argent prétendument reçu à titre de rétribution pour de la publicité fictive, en facilitant ainsi d'autant mieux le blanchiment d'argent. Et finalement, un groupe bancaire, dont les succursales fournissaient le *guichet* effectif pour les paiements, et à travers lesquelles circulait l'argent mal acquis, collaborant à l'opération de son blanchiment en effaçant ses traces et en rendant possible l'évasion de devises.

En outre, trois autres scandales au moins ont suivi celui du *Mensalão* et précédé le *Petrolão* et l'opération *Lava-Jato*, tous dans la catégorie de ceux qui ont à voir avec la corruption officielle. Nous nous référons en premier lieu au scandale de la violation du secret bancaire de Francenildo Santos Costa, gardien d'une demeure près du lac Paranaguá de Brasília. Cet humble personnage a eu le tort de porter à la connaissance du public la présence fréquente du ministre des Finances de l'époque, Antonio Palocci, dans un séjour

pour des réunions de lobbyistes⁹ accusés d'interférer avec les négociations de leurs intérêts dans le gouvernement Lula, où l'on se partageait de l'argent, en plus d'abriter des fêtes animées par des prostituées de luxe. Suspectant la corruption de Francenildo par des opposants, et en se prévalant de sa condition de Ministre des Finances, Palocci a violé le secret bancaire du gardien. Mais, une fois connu son abus d'autorité, sa situation est devenue finalement insoutenable et il a été renvoyé, en dépit d'une mesure conservatoire (établie par le suprême Tribunal fédéral à la demande d'un sénateur petiste) qui a étouffé le témoignage de Francenildo dans une Commission d'enquête parlementaire.

On trouve dans un autre genre le scandale des Sangsues (*sanguessugas*) également connu comme celui de la mafia des ambulances, crise qui a éclaté quand fut découverte vers 2006 une association de malfaiteurs dont les principaux membres étaient des députés appartenant à la coalition gouvernementale¹⁰, groupe qui avait comme objectif le détournement des fonds publics destinés à l'achat d'ambulances surfacturées. Ce cas donnera lieu la même année au scandale du Dossier ou scandale des Étourdis (*Aloprados*), noms évoquant la répercussion du flagrant délit mettant en cause quelques membres du Parti des travailleurs¹¹ accusés de l'achat d'un faux dossier à des proches d'un témoin de la mafia des ambulances. Ce dossier mettrait en cause le candidat au poste de gouverneur de l'état de São Paulo pour le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), José Serra, pour son implication dans le scandale des Sangsues. L'objectif probable était de porter préjudice à Serra dans l'élection au gouvernement de São Paulo (dont le principal adversaire était le sénateur Aloizio Mercadante, du PT) et même au pré-candidat social-démocrate à la présidence de la République, Geraldo Alkmin. Les investigations de la police et les déclarations des propres suspects ont néanmoins démontré que le contenu du dossier était faux et la farce a fait long feu. En tout cas, l'expression utilisée par Lula pour désigner les accusés de l'achat du dossier (parmi lesquels un de ses gardes du corps) a été célèbre : « les étourdis » (*os aloprados*).

Comme nous pouvons le vérifier, les scandales qui ont été mis en lumière par la trentaine de phases de l'Opération *Lava-Jato* connaissent d'importants antécédents plus ou moins scandaleux dont la corruption officielle est le dénominateur commun. Mais, si l'on revient à l'Opération *Lava-Jato*, il faut dire que chacune de ses phases correspond à différents moments, délits et acteurs qui ont en commun le détournement de fonds provenant de l'entreprise d'Etat *Petrobras* (une de dix compagnies pétrolières les plus grandes du monde). Pour cette raison l'instruction du procès du *Petrolão* s'est concentrée

⁹ Intégrants de la dénommée « République de Ribeirão Preto », ville de l'état de São Paulo dont Palocci avait été le maire.

¹⁰ Ronivan Santiago, Carlos Rodrigues (dit « l'évêque Rodrigues » de la pentecôtiste Eglise universelle du royaume de Dieu), Júlio César Gomes dos Santos (dit le « Caporal Julio ») et Cleuber Brandão Carneiro.

¹¹ Appelés Valdebran Padilha, Gedimar Passos, Freud Godoy, Jorge Lorenzetti, Luiz Antônio Trevisan Vedoin, Osvaldo Bargas, Ricardo Berzoini, Expedito Veloso et Hamilton Lacerda.

entre les mains du juge fédéral de Curitiba, la capitale de l'état (province) de Paraná, Sergio Moro, le premier à avoir eu connaissance des agissements criminels de l'association de malfaiteurs, découverte au fur et à mesure qu'avançaient les investigations de la délégation de la Police fédérale siégeant également à Curitiba. L'importance de *Petrobras* comme source de l'argent détourné et la multitude de modalités et de moyens utilisés par les délinquants pour parvenir à leurs fins a donné lieu à un procès tentaculaire auquel le juge Moro a dû exclusivement se consacrer, et qui a mis au jour des dossiers autres que ceux de l'Opération *Lava-Jato*, et jusqu'à des enquêtes orientées vers les actes criminels des membres de la même bande, avec le même *modus operandi* ou qui ont bénéficié des groupes économiques ou politiques analogues mais qui utilisaient d'autres sources d'enrichissement illicite.

Nous voudrions nous référer maintenant à quelques-uns de ces dossiers, confiés à d'autres juges fédéraux en fonction du lieu où la conduite criminelle s'était manifestée, parce qu'ils sont à l'origine d'autres crises politico-judiciaires, parfois éclipsées par les lueurs de l'affaire *Lava-Jato*, mais non moins scandaleuses pour autant. Nous parlons en premier lieu du scandale engendré par l'Opération *Zelotes*¹² déclenchée par la Police fédérale en mars 2015 pour démasquer un système de corruption dans le Conseil d'administration de recours fiscaux (CARF), organe collégial du ministère des Finances, habilité à juger les recours administratifs de peines pécuniaires prononcées contre des entreprises et des personnes physiques pour fraude fiscale. Au moins soixante-dix entreprises sont mises en examen ici (dont quelques-unes appartiennent aux plus importants groupes économiques du Brésil) pour avoir porté préjudice au Fisc, dans des proportions comparables – au moins – à celles de *Petrobras* dans l'affaire *Lava-Jato* : autour de six milliards de dollars. La quatrième phase de cette opération a particulièrement retenu l'attention de l'opinion publique. Elle a été déclenchée pour enquêter sur le système de lobbying et de corruption visant à l'achat d'ordonnances (*medidas provisórias*)¹³ qui ont favorisé des entreprises du secteur automobile. Dans ce dossier, l'ex ministre des Finances Guido Mantega a dû déposer en tant que témoin assisté, tandis que l'ex présidente Lula et son fils Luiz Claudio Lula da Silva étaient mis en examen pour corruption, extorsion, blanchiment d'argent et association de malfaiteurs.

Finalement, même si nous n'épuisons pas les scandales provoqués par les *casseroles* qui traînent dans diverses instances judiciaires et concernent plusieurs membres du gouvernement petiste, il faut au moins mentionner l'Opération *Acrônimo*. Celle-ci enquête sur un système de blanchiment d'argent destiné aux campagnes électorales, scandale qui a

¹² Faussement zélés, en français.

¹³ Les *medidas provisórias* brésiliennes, comme les ordonnances françaises, sont des mesures prises par le gouvernement dans des matières relevant normalement du domaine de la loi. Elles relèvent de la procédure législative déléguée et, assimilées à des règlements, entrent en vigueur dès leur publication. Mais elles n'entrent en vigueur au plan législatif qu'après avoir été ratifiées par le Parlement dans un délai déterminé.

éclaté en 2015 dans les états de Minas Gerais, Goiás, Rio Grande do Sul et le District fédéral et dont vingt-quatre entreprises auraient bénéficié. Parmi elles, d'importantes entreprises du BTP et de l'automobile, de l'imprimerie, des compagnies aériennes et aussi quelques entreprises de communication (comme la « OLI » de Carolina Pimentel, épouse du gouverneur de l'état de Minas Gerais et la « Pepper Interativa » qui a œuvré pour la campagne électorale de Dilma Rousseff) qui recevaient directement ou indirectement des subsides de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES). En mars 2016 le supérieur Tribunal de justice (instance compétente pour juger les gouverneurs) a autorisé la mise en examen de Fernando Pimentel, le gouverneur petiste de Minas Gerais, pour les faits identifiés dans l'opération *Acrônimo*. Pimentel, d'un autre côté, sera dénoncé deux mois plus tard au suprême Tribunal fédéral par le Procureur général de la République pour les crimes de corruption et blanchiment d'argent commis pendant sa gestion comme ministre du Développement du premier gouvernement de Dilma Rousseff. Le Ministère public mentionne en ce sens des virements bancaires illégaux provenant du financement d'un programme de dégrèvements d'impôts, établis grâce à une décision administrative signée de Pimentel.

Ceci dit, outre les phénomènes qui ont essentiellement trait à la corruption officielle, nous pouvons distinguer une deuxième catégorie de scandales qui se sont passés pendant la gestion de Rousseff et qui mettent cette fois en relief la violation des droits de la personne. Nous parlons en premier lieu de la séquestration, de la torture et du meurtre de l'aide-maçon Amarildo Dias de Souza dans le bidonville de La Rosinha à Rio de Janeiro, parce qu'il se trouvait au mauvais endroit, au mauvais moment (ou simplement parce que noir, pauvre et épileptique, il était la victime expiatoire toute désignée pour des policiers sadiques). À cela nous ajoutons l'assassinat du militant écologiste Raimundo Santos Rodrigues (qui était membre du Conseil d'administration de la Réserve biologique du Gurupi, parc naturel protégé de la forêt amazonienne) qui avait dénoncé et organisé des manifestations contre l'exploitation illégale de bois et la déforestation en Amazonie et qui a trouvé la mort dans le village de Bom Jardim, dans l'état de Maranhão. Nous mentionnerons également l'élimination de Sœur Dorothy Stang, religieuse étatsunienne, par des tueurs à gages aux ordres d'un propriétaire foncier de l'état de Pará connu comme « Bida ». Sœur Dorothy maintenait un dialogue intense avec des leaders paysans, politiques et religieux, à la recherche de solutions pour les conflits liés à la possession et l'exploitation de la terre. Citons encore de multiples homicides causés par la police au cours d'opérations parallèles menées par des escadrons de la mort ou des milices. Quelques cas récents illustrent bien cette réalité : le carnage (*chacina*) de Osasco (banlieue de Sao Paulo) où en une seule nuit dix-huit personnes ont été assassinées par des policiers qui voulaient venger la mort de camarades tués par des délinquants, ou l'exécution de cinq adolescents criblés de plus de cent coups de fusil tirés par des policiers militaires à Costa Barros, une banlieue de Rio de Janeiro. Si les scandales requièrent la diffusion de faits de corruption, comme le prône Theodore Lowi (1988), ces cas correspondent indubitablement à son approche puisqu'il y a

eu à chaque fois des indices sans équivoque de la participation des autorités aux assassinats, la dissimulation ou le bâclage des investigations menées ensuite.

Une troisième catégorie de scandales se réfère, finalement, à des histoires de journaux à ragots qui montrent quelques célébrités dans de fâcheuses postures. Un joueur de football renommé fut surpris par la police au guidon d'une grosse cylindrée appartenant à un trafiquant de drogue connu ; une autre étoile montante des pelouses parada dans des bals funk aux favelas de Rio en compagnie de délinquants recherchés ; un troisième, ancien international, eut la faiblesse de confesser à la télévision une rencontre avec des travestis ; des photos *intimes* d'une actrice et cover-girl, dérobées par un hacker, ont été étalées sur la Toile pour satisfaire au mieux la curiosité malsaine des voyeurs.

Cette taxonomie suggère plusieurs caractéristiques des scandales brésiliens, dont la première catégorie réunit les cas typiques de crimes et délits de fonctionnaires publics, scandales souvent identifiés par le suffixe augmentatif *ão* pour renforcer le sens d'un mot, comme le *Mensalão*, le *Petrolão* ou le *Quadrilhão*. Les noms de scandales autour des droits de la personne, en revanche, ne comportent pas d'augmentatif. Il n'y a eu aucun *Amarildão*, *Bidão* ou *Osascão*, même si, dans chacun de ces cas, des fonctionnaires ont été impliqués dans divers délits (assassinats, tentatives d'étouffement des affaires, négligence et hâte dans le traitement des dossiers). Il semblerait qu'on utilise le suffixe *ão* seulement pour dénoter les scandales qui correspondent au type d'affaires d'Etat qui impliquent la corruption du gouvernement et qui ont abusé les citoyens ordinaires, mais qui n'engagent pas l'action de l'homme de la rue ni ne se réfèrent aux violations des droits de la personne.

Une autre caractéristique notable de l'Opération *Lava-Jato* et de plusieurs crises déclenchées au cours de la décennie actuelle, par rapport aux cas qui les ont précédés, est que les entreprises privées sont maintenant au cœur même des scandales. En fait, en dépit des changements dramatiques vécus par l'économie brésilienne dans les années 1990, durant lesquelles d'importantes entreprises d'Etat ont été privatisées et des soupçons de corruption ont entaché ces opérations, il n'y a pas eu de nouveaux scandales. Même au début des années 2000, quand le *Mensalão* a permis de découvrir une organisation criminelle sophistiquée qui comprenait quelques dirigeants d'entreprises publicitaires et d'une banque, l'attention s'est fixée sur les pratiques des fonctionnaires du gouvernement et des parlementaires, dans les rivalités qui les opposaient, et autour de leurs liens avec les dirigeants de la sphère privée. Les informations relatives aux batailles dans les hautes sphères de la politique ont virtuellement laissé dans l'ombre les agissements des entreprises. Tout le contraire s'est produit dans l'Opération *Lava-Jato* : ici la Justice (le juge Sergio Moro au premier chef), avec la collaboration du Ministère public et de la Police fédérale, a ouvert l'enquête à partir des opérateurs du blanchiment d'argent et de l'évasion de devises, qui ont conduit à quelques hauts fonctionnaires de *Petrobras* qui ont revendiqué les premières le statut de *repentis*. Leurs délations ont permis, à leur tour, de démêler petit à petit l'écheveau de pratiques de corruption dans l'entreprise d'Etat, et de découvrir

l'existence d'un cartel de grandes entreprises du BTP constitué en vue de réglementer la concurrence et d'obtenir un monopole des prix. Ce cartel a été admis (voire favorisé) par le gouvernement, qui a imposé comme condition pour sa subsistance le paiement d'importants pots-de-vin qui irriguaient le système et provenaient de surfacturations tolérées. Pourtant les élus et autres ministres qui avaient des privilèges de juridiction n'ont pas été cités à comparaître (ni même identifiés par leurs noms de famille) jusqu'au moment où les agissements criminels de la bande furent dévoilés grâce aux délations des principaux dirigeants, devenus *repentis* suite à leur arrestation. Cette stratégie, suivie à dessein par le juge Moro et ses collaborateurs, a placé les entreprises privées au cœur du procès, permettant ainsi qu'à l'heure du jugement des politiciens le processus délictueux les mettant en cause soit déjà étayé par les pièces du dossier. Cela évita de fait toute tergiversation des inculpés ou même des plus hauts tribunaux compétents (sensibles parfois aux appels de la raison d'Etat).

Enfin, les scandales sexuels ont été à peine mentionnés. Au Brésil, les rumeurs sur les aventures amoureuses des politiciens sont davantage sources de plaisanteries et de blagues, que de scandale. Néanmoins, le scandale connu sous le nom d'Opération Port sûr (*Porto Seguro*) est peut-être l'exception. En 2012, la Police fédérale a découvert un système de trafic d'influence et de manipulation de comptes rendus officiels, élaboré par les plus hauts responsables de deux agences régulatrices des services publics, par le substitut de l'Avocat général de l'Union et par la titulaire d'un mystérieux bureau de représentation de la Présidence de la République à Sao Paulo. Ce poste fut créé du temps de Lula (et conservé par Rousseff) pour une dénommée Rosemary Noronha qui, comme les autres citoyens mis en examen, a été démise de ses fonctions (immédiatement supprimées) mais qui, à la différence des autres, ne fut pas arrêtée, tandis que ses communications téléphoniques étaient couvertes par un vrai *secret défense*¹⁴. Et cela non seulement parce que les faits avérés pouvaient porter atteinte à l'image de Lula, mais aussi parce qu'ils pouvaient le rendre pénalement responsable. En fait, au fur et à mesure que la police réunissait des preuves des agissements criminels de l'association de malfaiteurs mentionnée, il est devenu certain que Lula entretenait une liaison sentimentale avec Mme Noronha depuis qu'il était président. Si cela pouvait à peine intéresser Mme Maria-Leticia, la très patiente épouse de Lula, il n'en était pas de même avec la création d'un poste fédéral à Sao Paulo destiné à faciliter ces relations. Ce poste offrait un siège à Mme Noronha, grassement rétribuée avec l'argent public. Pire encore : pour favoriser leurs rencontres, Lula avait fait inclure son amie dans les délégations qui l'avaient accompagné dans des dizaines de voyages internationaux, en octroyant à la dame un passeport diplomatique. Et en l'habilitant, qui plus est, à toucher les compléments de rémunération perçus par les fonctionnaires en poste à l'étranger. Pour finir, et pour dissimuler tout cela, Lula aurait

¹⁴A peine a-t-on eu connaissance de quelques courriels où elle se référait à Lula comme « PR » (Président de la République) et dans lesquels elle prétendait tirer profit de la possibilité de modifier son agenda en argumentant qu'ils se parlaient quotidiennement.

exigé la suppression du nom de Mme Noronha des listes de passagers embarqués dans l'avion présidentiel. Embarrassant, sans doute, mais il faut reconnaître que nous ne sommes pas uniquement en face d'une affaire amoureuse, car elle correspond à un trafic d'influences et de comptes rendus officiels, causes du scandale. La répercussion et l'interprétation de ce scandale permet de penser que, pour la majorité des Brésiliens, le comportement de Lula révèle, plus qu'une manque de pudeur et de décence, les conséquences d'un abus des libéralités consenties aux hauts fonctionnaires dans le pays, et non une vraie conduite licencieuse que ne scandalisa personne dans une terre à la morale permissive comme le Brésil¹⁵.

Scandales et médiatisation

Quelles sont les caractéristiques qui distinguent les différents types de scandale ? Quels sont les points communs de ces faits divers rassemblés sous cette même enseigne ? Les scandales naissent avec la publication d'informations qui contredisent ce que le public connaît de certaines personnes et institutions. Ces phénomènes mettent en lumière la duplicité de certains comportements. L'affaire connue sous le nom de code de *Lava-Jato* a éclaté après la révélation de la participation de hauts fonctionnaires de l'entreprise d'Etat *Petrobras* et du gouvernement lui-même à des négociations illégales. De plus, les révélations dans cette affaire ont montré que les principaux bénéficiaires du détournement de fonds publics et de leur blanchiment étaient le Parti des travailleurs et quelques-uns de ses dirigeants les plus haut placés. Il faut dire qu'une bonne partie du crédit et du prestige dont cette formation politique avait joui dans l'opposition, et qui l'avait propulsée au gouvernement, étaient fondée sur un discours intransigeant du point de vue de la morale publique et qui insistait sur le fait qu'elle n'était pas « un parti comme les autres ». Cela signifiait qu'elle était à l'abri de l'appétit politicien du pouvoir personnel et des trafics

¹⁵ Savoir pourquoi au Brésil les scandales politiques sont beaucoup plus fréquents que les scandales sexuels, est une question digne d'intérêt, mais qui sort des objectifs de ce travail. En réalité, la politique de l'Amérique latine en général est virtuellement exempte de scandales sexuels. Si le puritanisme est dans la plupart des cas signalé comme la cause des faits de ce type aux Etats-Unis, on pourrait penser que le manque de culture puritaine dans les pays catholiques du Sud produirait l'effet opposé. Pourtant, une telle explication risque d'imputer toutes les différences à la *culture*, sans se préoccuper de savoir comment la culture est mêlée à la dynamique complexe des scandales. Ceux-ci ne se produisent pas uniquement parce que les valeurs religieuses des citoyens contredisent la révélation publique de tels agissements. Une alternative consisterait à prendre en compte les arguments qui voient les scandales sexuels qui se sont produits depuis les années 1960 aux Etats-Unis comme les conséquences de conflits culturels. Si les choses s'étaient ainsi passées en Amérique anglo-saxonne, l'absence de ces conflits culturels au Brésil pourrait probablement nous aider à comprendre pourquoi cette sorte de scandales est peu commune là-bas, à moins que, comme dans le cas de l'ancien joueur de la sélection de football mentionné plus haut, elle n'évoque des pratiques sexuelles réputées « déviantes » dans le très homophobe milieu du football.

illicites qui caractériseraient les partis dits « bourgeois » et leurs « grosses légumes ». Ainsi, le caractère scandaleux des révélations tenait pour une bonne part à la duplicité manifeste du discours historique du Parti des travailleurs et de ses grands noms confrontés à la réalité accablante de leurs manigances. Les scandales suscitent des questionnements autour de la réputation, de la position et de l'image publique née de la mise en lumière de turpitudes qui étaient occultes. Les scandales commencent quand se répandent dans la population des informations relatives à des faits commis par quelques acteurs qui contredisent les standards moraux et légaux. Et cette information ne se limite pas à quelques individus, mais se diffuse largement. Les transgressions qui étaient à peine connues des participants et de leurs complices doivent franchir ainsi le seuil de la publicité pour devenir un scandale. Au Brésil, quelques hauts fonctionnaires ont été impliqués dans des affaires de corruption et de pots-de vin, certains policiers militaires ont commis des assassinats et des icônes du sport ont fréquenté la pègre. Mais ces violations de la morale et de la loi se sont simplement transformées en scandales après avoir été mises au grand jour par les médias.

Pour le dire d'une autre façon, un ensemble d'actions et de procédés condamnables n'est pas suffisant par lui-même pour déclencher un scandale : néanmoins, l'identification et la révélation simultanées de ces agissements sous l'étiquette de la corruption en est une condition nécessaire. Des scandales ont éclaté même après que les cours de justice ont innocenté les suspects. Ces phénomènes ne nécessitaient pas de preuves légales de corruption mais, fondamentalement, d'allégations convaincantes quant à ces agissements. La révélation des faits de corruption est l'élément qui définit les scandales. A notre époque, où la publicité est synonyme de « publicité médiatisée », les médias exercent un pouvoir incomparable pour transformer des procédés, condamnables mais secrets, en actions scandaleuses. S'il semble aujourd'hui difficile d'imaginer un scandale sans retentissement médiatique, c'est grâce à la capacité des médias à produire et distribuer une information qui couvre une très large audience.

John B. Thomson (1996) a développé un argument convaincant concernant les affinités entre ces phénomènes et les médias de masse. Il affirme que :

« ...la montée des scandales médiatisés est jusqu'à un certain point le fruit de la transformation causée par le développement des moyens de communication (...) Les scandales médiatisés sont intrinsèquement connectés aux nouvelles formes de visibilité et de publicité créées par les médias. Les scandales médiatisés surgissent quand des activités jusqu'alors cachées sont divulguées ou rendues visibles par les médias : ceux-ci deviennent ainsi le mécanisme principal par lequel la corruption est mise au jour pour le public » (p. 34, 64).

Thomson nous offre une première approximation pour comprendre la logique de la politique des scandales. La publicité médiatique met le feu aux poudres de la corruption. Les scandales supposent la révélation d'actions illégales qui étaient invisibles et que les médias mettent au jour dans les grandes sociétés d'aujourd'hui. Tel est le motif pour lequel tous les scandales sont essentiellement des phénomènes médiatiques.

Les affaires que recèle l'opération *Lava-Jato* offrent au Brésil des preuves suffisantes pour étayer cet argument. L'essor de la politique à scandales aurait été impensable sans la centralisation croissante des médias de masse dans la politique de ce pays. L'arrivée d'expressions telles que « politique médiatique », « candidats médiatiques » ou « justice médiatique » dans le vocabulaire politique rend évident un processus dans lequel la publicité s'est vue récemment associée à l'attention des médias (Barreto, 2012 ; Cruvinel Neto, 2013 ; Gomes, 2012).

Le processus de médiatisation a été en partie le résultat de la croissance exponentielle des chaînes de télévision et des stations de radio, ainsi que la *nationalisation* (c'est-à-dire la couverture de la presque totalité du territoire national) de ces médias de masse. Tandis que la majorité des villes recevait une ou deux stations dans les années 1970, le développement notable de la télévision câblée a entraîné avec elle une ambiance médiatique tout à fait différente qui a créé une chambre de résonance pour les nouvelles à scandale. Avec un degré de pénétration de 97,1% des foyers équipés d'un téléviseur et 72,1% de la radio, le Brésil est le pays qui compte le plus d'abonnés à ces services en Amérique latine, rendant accessibles sur tout le territoire brésilien les chaînes de Rio de Janeiro et São Paulo, qui deviennent les seuls médias véritablement nationaux. Les programmes populaires, comme les matinales et les journaux télévisés de la nuit, caractéristiques des chaînes en clair comme des chaînes câblées, offrent sans interruption les informations et les commentaires de l'actualité quotidienne. S'y ajoutent les bouquets de télévision par câble dont les chaînes d'information continue qui ont accordé une attention constante aux différents scandales. La presse écrite à son tour, en dépit d'une considérable diminution de son tirage depuis les années 1980, continue à fixer l'agenda des autres médias ; cela vaut pour la presse quotidienne comme pour les magazines hebdomadaires¹⁶.

Depuis le retour à la démocratie dans la décennie 1980 les médias, devenus plus nombreux, ont augmenté en importance et leur couverture sur tout le territoire a éclipsé le rôle des organisations politiques qui avaient historiquement occupé le cœur de la vie politique au Brésil en tant qu'institutions à travers lesquelles les citoyens s'impliquaient

¹⁶ Lesquels, datés de lundi, sont dans les kiosques et autres points de vente de presse des principales villes du pays depuis le week-end et sont attendus pour annoncer le scoop de la semaine, lié souvent, depuis plus d'une année, à l'affaire *Lava-Jato*.

dans les affaires publiques. Tandis que par le passé les partis, les syndicats et les mouvements sociaux monopolisaient la vie politique, les médias sont devenus la scène politique centrale. Ils contrôlent l'accès à la vie publique, constituent le réseau qui lie les actions publiques des différentes institutions et offrent des voies pour atteindre le public. Si les projections qui avaient accompagné la transition vers la démocratie annonçaient que celle-ci fortifierait les institutions politiques traditionnelles, le processus n'a pas totalement répondu à ces attentes, mais il a accru la centralisation des médias comme arènes et acteurs des luttes politiques.

Si les arguments selon lesquels les médias ont conquis la vie publique au cours d'une phase tardive du capitalisme sont avérés, les scandales brésiliens offrent l'évidence de ce processus. Ces phénomènes peuvent être entendus, à la lumière habermassienne, comme une manifestation de la colonisation de la sphère publique par les médias et d'un « monde vécu » prisonnier d'une publicité formatée. Au Brésil, aucune institution ne peut concurrencer les médias comme arbitres dans ce domaine, en décidant des faits de corruption et des développements ultérieurs qui méritent l'attention de l'audience. Aucun espace public ne peut disputer là-bas avec succès le rôle de maître de cérémonies des scandales. Les Brésiliens ont ainsi découvert l'existence et la gravité du *Petrolão* à travers les médias.

Les scandales pouvaient aussi illustrer un mode de vie dans un monde postmoderne où les signes médiatisés ont remplacé la réalité politique, et où la politique quitte les agoras traditionnelles au profit des agoras médiatiques. Les scandales apparaissent sous nos yeux comme des événements médiatiques, comme des preuves significatives que la politique occupe des espaces de ce type et que les médias, pour utiliser une expression de Murray Edelman (1988) constituent les « spectacles politiques » de notre temps. Après tout, les scandales sont vécus et se rappellent fondamentalement à travers des images médiatiques. John Dean plaidant coupable devant la Commission sénatoriale d'enquête sur le *Watergate* et Richard Nixon saluant depuis l'hélicoptère après sa renonciation *sont* (ils condensent dans leurs images figées en photographies jaunies par le temps) le scandale du *Watergate*. Clinton niant par un geste du doigt avoir eu des relations sexuelles avec Monica Lewinsky et la serrant plus tard dans ses bras au cours d'une de leurs apparitions publiques *sont* le scandale du *Zippergate*. De la même façon, au Brésil, les images de José Dirceu et d'autres notables du Parti des travailleurs ou de Ricardo Pessoa, le chef du cartel des entreprises de BTP et ses pairs, entrant menottés au Palais de Justice de Curitiba pour se voir notifier leur condamnation ; Lula forcé à déposer manu militari à un bureau de la Police fédérale à Congonhas ; et Dilma Rousseff, hystérique, agitant une feuille de papier avec une signature prétextant (devant une audience de partisans acquis à sa cause) que ce document innocent était le supposé blanc-seing qu'elle avait délivré la veille à Lula, *sont* (pour le moment) les icônes du scandale du *Petrolão*.

De fait, la publicité a été le déclencheur et l'ingrédient déterminant dans le scandale dont nous parlons. Le manque d'attention des médias aurait signifié (nous le savons aujourd'hui) son anéantissement symbolique, puisque les images médiatiques ont forgé la perception de la corruption. Les conférences de presse des procureurs de la République ; les audiences télévisées du suprême Tribunal fédéral ; les images de témoins pris au milieu d'une foule de badauds et de caméras de télévision ; les suspects assis dans les commissions d'enquête du Parlement ; les intervieweurs interrogeant des personnes ciblées (le plus souvent au cours de micro-trottoir) pour leur poser une question et collecter leur opinion spontanée sur l'affaire ; les apparitions incessantes de présentateurs et d'experts ont été les *signes* du scandale. Les manchettes, les notes, les articles sur les acteurs impliqués et notamment les images des immenses manifestations de rue dénonçant la corruption et demandant le châtiment des ripoux, ont accompagné ces phénomènes. En fait, la contestation de rue exprimait non seulement le bruyant désaccord d'importants secteurs de la population¹⁷ avec les manquements à la morale et à la loi du gouvernement, mais elle leur accordait aussi la une, leur donnait une plus grande audience médiatique et faisait du spectacle même la justification de sa présence dans la rue. Car il importait que ces protestataires fussent de toute évidence plus nombreux que les partisans de Dilma et surtout qu'ils fussent vus et publiquement exposés. La mise en scène de soi et de son groupe est ainsi devenue une autre stratégie de contestation, personnelle et collective. Le caractère primordial de l'image excite autant la pulsion de voir comme la rage d'apparaître, et les manifestants rataient rarement le journal télévisé de 20 heures... Bref, les scandales de l'Opération *Lava-Jato*, comme tous les phénomènes médiatiques, offriraient l'évidence que les médias sont la seule institution suffisamment puissante pour leur donner vie dans une société comme celle du Brésil, saturée de signaux. La réalité du *Petrolão* serait donc celle que les médias ont fini par nous raconter.

Le rôle des institutions et des acteurs

Néanmoins, l'adoption d'un point de vue exclusivement centré sur les médias pour comprendre les scandales découverts par l'Opération *Lava-Jato* a ses limites. Elle risque d'être insuffisamment politique, de réduire tous les faits à des opérations et décisions médiatiques, sans accorder la moindre attention à la politique qui gère les événements, ni aux processus nécessités par leur couverture. De plus, ce point de vue minimise l'action d'une myriade d'institutions qui rendent possibles les scandales. Sans l'ombre d'un doute, le Parlement, la Justice et le public intéressé convoitent l'attention des médias et en dépendent pour gagner une large présence pendant les scandales, mais ils ne sont pas autosuffisants pour les enfanter. Il y a plus d'une décennie, nous avons affirmé que :

¹⁷ Nous parlons de plus de deux millions et demi de personnes réunies un seul jour dans cinquante-deux villes du pays.

« ...la signification reconnue à la conduite qui a engendré le scandale, ainsi que ses conséquences sur le système politique, ne dépendent pas des caractéristiques intrinsèques de la conduite scandaleuse, mais du travail d'interprétation mis en œuvre par divers secteurs des élites et de l'interaction des tensions cumulées par ces secteurs avant l'éclatement du scandale et durant son ultérieure évolution » (Rojó, 2002-2003, p. 195).

Nous suggérons ainsi que les scandales sont les formes émergentes d'une lutte politique qui, selon le type de phénomène, signale la présence de différents publics en lutte. En ce sens, les scandales du *Petrolão* font penser à de nouvelles formes d'action et de communication politique dans la démocratie brésilienne. Ces faits représentent la convergence de différents intérêts et actions plutôt que les attitudes isolées d'une institution ou d'un individu. La figure du chercheur de scandales solitaire (qui les provoque et les soutient pour son propre compte) n'a de sens que pour les esprits conspiratifs et ceux qui ignorent que les scandales requièrent quelque architecture institutionnelle. Les individus et les institutions considérés individuellement peuvent faire la différence au moment de divulguer une quelconque information et de chercher des allégations. Dans les scandales dérivés de l'Opération *Lava-Jato*, des loyautés brisées¹⁸ ont constitué le terreau de la divulgation d'informations. Mais sans institutions réceptives aux indiscretions ni cadres légaux qui facilitent la délation et la publication des affaires secrètes, ces intentions et actions auraient rencontré des obstacles difficiles à surmonter. Les phénomènes comme ceux qui caractérisent le *Petrolão* expriment le fonctionnement de vrais « appareils de scandale » (Garment, 1991). Pour que leurs engrenages fonctionnent pendant un temps prolongé, il ne suffit pas qu'une seule institution alimente la machine en combustible.

En définitive, qui est au cœur des scandales de l'affaire *Lava-Jato* ? Les élites et les citoyens sont-ils également actifs ? Comme souvent dans les cas de corruption officielle, les élites politiques (membres du Directoire et conseil de vigilance de *Petrobras*, assesseurs présidentiels, membres du Cabinet, législateurs et assistants, dirigeants de partis politiques, promoteurs, juges) les élites politiques donc, sont les protagonistes de cette affaire, en qualité de divulgatrices d'information et en vertu de la place centrale qu'elles occupent dans les investigations. Le rôle important des élites tient aux informations sensibles qu'elles connaissent (secrets d'Etat et opérations illégales) et à leur capacité à attirer l'attention des journalistes sur ces renseignements grâce à son accès aisé aux rédactions.

¹⁸ Au début du second gouvernement de Dilma Rousseff, à cause de la frustration des alliés lésés par la portion congrue concédée au moment du partage des charges et des aires d'influence, le tout aggravé par la déception de nombreux comparses qui ont eu le sentiment d'avoir été abandonnés par les chefs, et la conscience plus ou moins claire de subir les conséquences d'un *stellionat électoral* qui aurait été l'œuvre des responsables du marketing *petiste*.

Mais en plus des élites politiques (et cela est extraordinaire, comme nous l'avons déjà dit) nous trouvons en premier lieu des élites entrepreneuriales (notamment les patrons des principales sociétés de génie civil du pays, des banquiers, cambistes, avocats, et quelque éleveur notoire) comme responsables de la préparation et de l'exécution des délits dénoncés et comme *repentis* qui ont permis de connaître les rouages des machinations. Pour finir, et contrairement à d'autres scandales de corruption officielle¹⁹, le *Petrolão* a engendré d'intenses et longues mobilisations de citoyens ordinaires qui ont été de vrais catalyseurs dans l'émergence de nouveaux mouvements de contestation préoccupés par le contrôle horizontal de la gestion publique (*accountability*), la transparence dans les comptes de l'Etat et la lutte contre l'impunité de ceux qui se sont appropriés de l'argent public. Héritiers des organisations populaires qui ont lutté pour obtenir l'amnistie des opposants persécutés et l'élection directe du Président qui devait marquer la fin de la dictature, ainsi que l'impeachment de Fernando Collor de Mello (le deuxième Président de la période démocratique), ces mouvances ont exposé au grand jour des sujets tels que la participation populaire dans le contrôle de l'administration des finances publiques, la diffusion des actes du gouvernement et l'accomplissement de leurs promesses électorales par les élus.

Pourtant, les citoyens ne sollicitent l'attention des médias qu'en cas de très forte mobilisation causant une paralysie urbaine ou s'accompagnant de regrettables et violentes manifestations de casseurs. La position centrale des élites, en revanche, tient à leur capacité à en produire de nouvelles. De fait, les présidents, juges, promoteurs et membres du Cabinet et du Parlement ne sont pas uniquement les sujets des actualités, mais fournissent aussi l'information *brute*, à l'état de donnée immédiate, pour que les rédactions l'exploitent. Les scandales du *Petrolão* démontrent que ceux qui font l'actualité, en plus d'éveiller l'attention des médias, peuvent susciter un comportement vigilant du journalisme vers transgressions spécifiques de l'intérêt des élites.

Finalement, nous pouvons ajouter que pendant plus de deux ans, l'Opération *Lava-Jato* a été une structure institutionnelle fondée sur le triptyque Justice, Parlement et médias. Comme le suggère Elizabeth Bird (1997), les scandales n'entrent pas nécessairement dans la conversation publique pour durer. Les scandales du *Petrolão*, sauf lorsqu'ils ont accompagné les moments culminants de l'impeachment de Dilma Rousseff ou les actions relatives à l'ex-Président Lula, n'ont pas dominé les discussions publiques, mais différents acteurs puissants se sont montrés suffisamment intéressés pour le faire durer. Tandis que dans d'autres cas la Police fédérale et le Ministère public n'ont pas cherché la mise en examen agressive des inculpés haut placés (étant même soupçonnés d'avoir mal conduit les investigations et d'avoir négligé la surveillance des suspects), l'équipe de procureurs fédéraux qui siège à Curitiba, avec la collaboration de la Direction régionale de la police

¹⁹ Mais à l'instar d'autres scandales, deux portent le suffixe *ão* : le *Mensalão* qui le précéda, et le *Quadrilhão* qui en est une séquelle.

judiciaire de Parana et la coordination du juge fédéral Sergio Moro, a mené le dossier à la baguette, impliquant ouvertement le gouvernement Rousseff dans le procès. Et à ce titre, Moro en particulier a régulièrement fait les frais de la colère de Dilma et surtout de Lula. En fait ce dernier, en allant jusqu'à parler d'une supposée « république de Curitiba », a essayé de l'isoler ou de le faire révoquer après que le juge l'a fait comparaître manu militari en qualité de témoin assisté au début du procès, pour le mettre finalement en examen. Les journalistes, quelques législateurs, la majorité des procureurs de la République, la Cour fédérale de la quatrième région (son supérieur hiérarchique immédiat), et plus de la moitié des juges du suprême Tribunal fédéral (la tête du Pouvoir judiciaire) l'ont pourtant soutenu avec fermeté.

Le travail de quelques législateurs du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) et des Démocrates (DEM), les deux principales forces politiques d'opposition dans le Parlement, a aussi été important. Ils ont attiré l'attention sur les scandales du *Petrolão* et demandé la formation de commissions d'enquête parlementaires. Mais leurs efforts se sont heurtés, dans la plupart des cas, à la domination des chambres par le Parti des travailleurs et ses alliés (en premier lieu le Parti du mouvement démocratique brésilien – le PMDB – qui possède le groupe parlementaire le plus nombreux) qui se sont opposés à leur convocation et (quand elle s'est produite) ont mis en difficulté la constitution de ces corps ou vidé les conclusions de toute leur substance. Nous savons aujourd'hui que l'appui du PMDB au gouvernement en difficulté de Rousseff était moins dû à son rôle de faire-valoir du PT qu'à sa condition d'associé dans le *Quadrilhão*, l'association de malfaiteurs qui avait monté les affaires criminelles investiguées²⁰ et qui avait tiré profit du pillage des caisses de l'Etat. Même en avril 2016, quand le PMDB a fini pour se désolidariser du gouvernement de Dilma Rousseff, en tablant sur le plus grand bénéfice que permettrait l'impeachment de l'impopulaire Présidente et son remplacement par le vice-président *péemdebiste* Michel Temer, ses représentants ont continué à mettre des bâtons dans les roues de l'enquête parce que le Parti comptait plusieurs de ses *barons* parmi les personnes inquiétées et mises en examen. Ces circonstances ont fait que même les sociaux-démocrates du PSDB ont hésité jusqu'à la dernière minute à monter dans le train de l'impeachment de la Présidente, lui préférant une action engagée par eux-mêmes (actuellement toujours examinée par le supérieur Tribunal électoral), action visant à contester le *ticket* « Rousseff-Temer » pour un supposé *stellionat électoral* et parce que de l'argent provenant de l'affaire *Lava-Jato* aurait bénéficié à la campagne de chacun d'eux. Ce pari semblait avoir les faveurs des dirigeants du PSDB puisque, s'il se révélait gagnant, il permettrait de démettre de leurs fonctions la Présidente Rousseff, mais aussi le vice-Président Temer, rendant possible une nouvelle élection présidentielle où pouvaient s'imposer quelques candidats sociaux-démocrates (dont Aécio Neves qui avait été battu de justesse en 2014), face aux discrédités PT et PMDB (à

²⁰ « Quadrilla » est le mot portugais pour désigner ce qu'on appelle en français « association de malfaiteurs ».

condition de jouer le mauvais tour avant le 31 décembre 2016²¹). Toutes ces spéculations politiciennes ont affaibli l'action politique face aux corrompus²² et posé de nombreuses difficultés aux opérateurs judiciaires de l'Opération *Lava-Jato*.

Scoop et moralité

Mais finalement, le scandale du *Petrolão* (que de puissants secteurs du gouvernement Rousseff, du Parti des travailleurs et de ses alliés ainsi que quelques-uns de plus importants entrepreneurs du Brésil avaient prétendu étouffer) s'est maintenu grâce aux efforts combinés de quelques politiques et de la Justice. La plupart de ces efforts des politiques ont été néanmoins consacrés non seulement aux investigations, mais aussi à mettre sur la place publique les supposés délits via leur médiatisation. Sans la presse le scandale serait déjà mort, comme l'a fait savoir le juge Sergio Moro en personne (Costas, 2016).

Mais pourquoi les organisations médiatiques n'ont-elles pas abandonné la couverture ? Au Brésil (comme dans la plupart de pays latino-américains) où les éditeurs de journaux et les directeurs de l'antenne d'une télévision (ou d'une radio) ont toujours eu partie liée aux luttes politiques plus vastes en exerçant sur celles-ci une évidente influence, on suspecte que les agences de presse couvrent uniquement certains cas spécifiques de mauvais comportement (Waisbord, 2000). Il n'est pas pour autant aisé de comprendre les vrais motifs qui entraînent les journaux et programmes d'actualités à couvrir ou ignorer des scandales. Les rumeurs politiques et journalistiques sont pleines de spéculations autour des raisons poussant certains organes de presse à renforcer la légitimité et la crédibilité de certains scandales ou à les sous-estimer. Depuis les vengeances personnelles jusqu'aux questions d'intérêts particuliers, depuis les sympathies idéologiques jusqu'à la manipulation, l'éventail des spéculations est énorme. Néanmoins il est presque impossible de trouver des preuves solides pour expliquer les intérêts et les positions discordantes des organes de presse.

On a cru trouver dans les agendas éditoriaux de chaque média les raisons qui poussent les organes de presse à couvrir certains scandales. Pourtant ces agendas n'expliquent pas tout. Les scandales doivent être aussi attractifs du point de vue journalistique. Ils doivent comporter des éléments qui s'intègrent de manière cohérente aux

²¹ En cas d'impeachment approuvé dans les deux premières années du mandat, la Constitution brésilienne prévoit un nouveau scrutin populaire, mais si l'impeachment est voté après c'est le Congrès qui nomme les substituts.

²² Délinquants en col blanc, dont beaucoup doivent leur survie politique à ces manœuvres jusqu'à aujourd'hui, même avec Dilma destituée de la Présidence de la République.

conventions des rédactions et répondre à la culture du journalisme. Puisque comme l'a dit Bird (1997) : « un scandale n'est un scoop que s'il est aussi un scoop pour le journaliste ».

Les affaires du *Petrolão* ont offert assez d'éléments pour devenir le scoop rêvé d'un journaliste, notamment pour ceux qui sont férus d'histoires politiques. Il s'agit bien entendu de faits pleins de combinaisons secrètes et compliquées, de coups de Jarnac, de trahisons et de faits illégaux dans les hautes sphères, commis par un cortège de fonctionnaires apparentés aux personnages de *Les Hommes du Président* : grands commis de l'Etat, membres du Cabinet, de la Justice et du Parlement, trafiquants d'influence et d'argent sale, hommes de main, une Présidente volontiers aveugle devant les agissements de ses hommes impliqués pour leur part aux opérations dans lesquelles des millions de dollars sont passés d'une main à l'autre. Nous parlons d'un ensemble d'informations formant un circuit qui a laissé une piste de documents (décrets et ordonnances présidentiels inclus), contrats, papiers à caractère confidentiel relatifs à des sociétés fantômes et rapports des services de renseignement. Qui plus est, comme un roman à suspense sans élément de résolution, les scandales ont connu des rebondissements imprévus qui les ont rendus irrésistibles du point de vue journalistique.

L'un de ces sursauts a été la diffusion, au moment où l'enquête atteignait Lula de plein fouet, d'un bouquet de ses conversations téléphoniques interceptées avec l'accord de la Justice, donnant à l'affaire un tournant dramatique, même si l'ancien Président et son successeur ont essayé de banaliser leurs échanges soulignant plutôt la prétendue illégalité des enregistrements et de leur divulgation que la réalité des faits relatés au cours de ces échanges. Dans d'autres scandales (comme celui du *Mensalão*) l'enquête n'avait pas permis de réunir des preuves irréfutables incriminant Lula pour les délits supposés des membres de son administration. En revanche, la voix rauque de l'ancien Président, qui arrivait alors en boucle dans tous les foyers, semblait démontrer sa participation (et celle d'autres impliqués, dont Dilma Rousseff) dans une manœuvre d'entrave à l'exercice de la justice qui paraissait ne plus laisser de doutes quant à son rôle de chef de l'association de malfaiteurs. Ce qui a aussi alimenté les spéculations les plus hardies permettant se demander « si la Présidente savait et depuis quand » (pour évoquer une des phrases de Watergate entrées dans la postérité pour l'Histoire).

Le fait que le scandale ait été pétri de *drame politique de feuilleton télévisé* a constitué un motif d'intérêt supplémentaire. La reproduction par la presse de l'enregistrement subreptice – par le fils d'un des anciens directeurs corrompus de *Petrobras* – des propos tenus dans une réunion privée par celui qui était alors Président du groupe parlementaire du PT au Sénat, Delcídio do Amaral, le tout porté à la connaissance du public à l'insu du parlementaire, a été l'un de ces moments forts. Puisque le sénateur a essayé de convaincre l'exécutif véreux (Nestor Cervero), à travers son fils, de ne pas revendiquer le statut de *repenti*, en lui promettant une fuite rocambolesque du pays et une généreuse somme d'argent qui serait payée tous les mois à sa famille par un banquier (présent à la réunion de même que l'avocat de l'exécutif qui entérina la proposition).

Cervero se mettra pourtant à table, et par-dessus le marché, son fils dénoncera le sénateur, le banquier et l'avocat, enregistrement à l'appui. Coup de théâtre : après la détention provisoire de ces trois individus pour entrave à l'exercice de la justice, le sénateur Delcidio deviendra à son tour un délateur primé, négociant la réduction de sa peine et son maintien en liberté pendant son procès en échange de la dénonciation de quinze ans de secrets du Parti des Travailleurs dont il était le gardien zélé. Sa trahison permettra ainsi aux investigateurs de connaître le véritable *organigramme* du *Quadrilhão* (l'association de malfaiteurs responsable des faits objets de l'enquête), ses membres (dont l'ex Président Lula et son rôle de commandement) et quelques agissements de la Présidente Dilma²³. Quand la manœuvre a échoué et que Delcidio a tout raconté à un journaliste du magazine *Veja*, la délation a eu non seulement un impact dévastateur dans la sphère politique, mais elle a également excité le goût des médias pour les déclarations choquantes.

Nous pouvons ainsi affirmer que les scandales que l'Opération *Lava-Jato* a déclenchés ont constitué un vrai scoop pour les journalistes. Et que les citoyens, avertis par les médias, se sont sentis suffisamment irrités par l'outrecuidance de cette conduite des politiciens, comme pour sortir de leur habituelle indifférence d'individus plongés dans leurs intérêts privés, et descendre dans la rue. Quel était pourtant la part des croyances et pratiques morales effectives de la société brésilienne dans son jugement sur les responsables des scandales dans la contestation populaire encore vive aujourd'hui ?

Les scandales, nous disent Markovitz et Silberstein (1988), portent essentiellement sur des « échecs moraux », sur des individus qui dépassent les bornes éthiques attendues et violent les normes morales partagées. Dans l'opinion de Carolyn Funk (1996), « un scandale est la forme abrégée utilisée pour se référer aux comportements d'un politicien qui est en conflit avec le code moral d'une société ». Les scandales montrent des gens indignés qui trouvent certains comportements moralement inadmissibles. Ceci dit, en chaussant les lunettes durkheimiennes, ils seraient des moments de cohésion sociale et de régénération. En excluant et stigmatisant les comportements déviants et en prétendant purger le système politique des fonctionnaires corrompus, ils renforceraient les coutumes et réaffirmeraient l'ordre social. Les susmentionnés Markovitz et Siverstein (1988) offrent un exemple clair de cette vision :

« Invariablement les scandales servent pour rendre plus forte la conscience collective (en français dans le texte). Outre qu'ils consolident et en fin de compte renforcent les liens d'une moralité commune, les scandales aident à créer les boucs émissaires, ennemis et parias dont toutes les communautés ont besoin (...) Le rituel du scandale et le châtement fournissent aux systèmes

²³ Comme la nomination d'un juge du supérieur Tribunal de justice favorable à la mise en liberté du PDG de la principale entreprise de génie civil du Brésil (compromise dans la fraude aux licitations et source généreuse de pots-de-vin) dont il était primordial de conserver la loyauté.

sociaux un moyen pour l'autolégitimation et la purification. Bref, les scandales constituent une opportunité importante pour la réaffirmation de l'ordre social » (p. 4-5).

Néanmoins, les larges sentiments de nihilisme et de manque de légitimité des institutions politiques qui ont aussi accompagné les manifestations durant les moments névralgiques de l'enquête et l'occurrence des faits les plus troublants de l'Opération *Lava-Jato* pourraient difficilement suggérer un processus de régénération morale (Quadros, 2015). Ces scandales nous semblent plutôt mettre en lumière le penchant des élites politiques pour le recours aux médias comme une arme dans leurs luttes plus que l'existence d'une société profondément préoccupée par la moralité. Et c'est sans doute la politique plus que les prurits éthiques qui a conduit les élites à encourager et soutenir les scandales.

Mais dans le cas qui nous intéresse, il serait erroné de tirer une conclusion diamétralement opposée à celle de Markovitz et Silverstein. Les contestations qui ont ponctué plusieurs phases de l'Opération *Lava-Jato* révèlent avec évidence que les citoyens ont aussi trouvé moralement répréhensibles quelques actions mises en lumière par ladite enquête et qu'ils ont rendu publiques leur indignation et leurs exigences de transparence et justice. Les citoyens ont semblé se remettre d'une certaine lassitude morale quand ils se sont aperçus que quelques actions les affectaient. Parce que ces scandales sont un sujet important pour tous les Brésiliens comme membres d'une communauté politique nationale puisque ils se réfèrent à l'administration de l'argent public. Mais aussi parce qu'ils se rapportent aux dimensions légales et éthiques du comportement de politiques, élus et fonctionnaires publics qui, apparemment, ont profité de leur fonction pour servir leurs intérêts privés et ceux de leur groupe politique, en violation de la loi. La question n'est pourtant pas de savoir si une clique s'est enrichie, a occulté des biens, a blanchi de l'argent ou a entravé l'exercice de la justice au Brésil (des faits que beaucoup de citoyens pourraient condamner) mais de savoir ce que révèlent ces trafics illégaux sur le fonctionnement de la démocratie dans ce pays.

Conclusion

Les scandales du *Petrolão* ont eu un large retentissement comme affaire publique et comme histoire racontée par les médias (Salmon, 2007). En tant qu'affaire publique, elle éclabousse essentiellement l'Etat, et bien qu'elle ne soit apparemment pas liée aux préoccupations quotidiennes du peuple, elle a suscité l'attention des citoyens. En fait, une large majorité de Brésiliens, pendant un long procès encore inachevé, a réussi à comprendre que ses enjeux étaient en étroite relation avec l'intérêt public. Et pour parvenir à ce résultat, les médias ont joué un rôle fondamental.

En tant qu'affaire médiatique, en plus de leur rôle d'aimant pour les journalistes, les scandales qui nous occupent réunissent les éléments narratifs nécessaires pour conquérir de larges audiences. Ils ont parfaitement cadré avec le format des *nouvelles sérieuses* consommées par le *public attentif*. Mais ils ont aussi offert quelques angles de vue qui les ont projetés dans une position plus ambiguë entre le *journalisme de qualité* et celles que les britanniques appellent *the other news* (Langer, 1998), *les autres nouvelles* qui sont généralement le fond de commerce des tabloïds et de la presse à scandales. Il y a eu quelques drames, trahisons et retournements de position dus à des enregistrements subreptices et des écoutes téléphoniques autorisés, sur fond de délation rémunérée. Et l'impeachment de la présidente Dilma Rousseff est surtout apparu comme étroitement lié à l'enquête du *Petrolão* ainsi qu'à la conduite (ou plutôt à la mauvaise gestion) de l'économie pendant son gouvernement. S'il est vrai que les causes légales de l'impeachment ont été limitées, pour des raisons de stratégie politicienne, à des questions très techniques d'ordre budgétaire qui ont permis la mise en accusation du chef d'Etat pour des *crimes de responsabilité* prévus dans la Constitution et d'autres lois qui règlent les finances publiques, il n'en est pas moins vrai que son jugement ne fut pas uniquement juridique mais aussi politique et qu'il a pris en compte *l'ensemble de l'œuvre* de Mme Rousseff. Finalement, il est devenu clair pour tous le Brésiliens que le sort (présent et futur, civil et politique) d'un personnage aussi controversé que Luiz Inácio Lula da Silva (adulé et détesté avec la même intensité) était aussi lié à l'issue des investigations de l'Opération *Lava-Jato*, ce qui a donné un caractère beaucoup plus passionné (jusqu'à l'intolérance) au suivi des scandales qui ont déclenché cette opération²⁴.

Les différentes réactions suscitées par les scandales du *Petrolão*, le tohu-bohu dans les cercles politiques, la défense bec et ongles du gouvernement Rousseff par les militants du Parti des travailleurs, ainsi que l'assomption acharnée des thèses accusatoires par leurs opposants²⁵ indiquent que les publics partisans vivent ces phénomènes de manière très peu nuancée et se sont approprié à leur guise le discours des médias. Finalement, si nous analysons ces contenus indépendamment du contexte et des relations réciproques des acteurs sociopolitiques en présence, nous risquons d'avoir une vision distordue des scandales. Ceux comme le *Petrolão*, le *Mensalão* ou le *Quadrilhão* qui ont des suffixes augmentatifs dans leurs noms popularisés, sont devenus des causes célèbres pour les élites politiques et les journalistes. En revanche, la population ne s'est assumée comme *audience citoyenne* que lorsque les machinations scandaleuses ont dépassé les frontières des médias et se sont situées dans l'interphase entre les *nouvelles de qualité* et les *autres nouvelles*

²⁴ Les partisans de l'ancien président ont tapissé les murs de plusieurs villes brésiliennes avec des affichettes contenant la phrase : « si tu touches à Lula, c'est moi que tu touches » (*mexeu com Lula, mexeu comigo*).

²⁵ Qui sont arrivés à la conclusion que la seule manière de résoudre les problèmes politiques de l'Etat et leurs propres déboires économiques était de mettre dehors Dilma et le PT et d'en finir avec l'influence (qu'ils jugent délétère) de Lula.

parvenant à retenir l'attention d'une grande variété de publics. C'est alors que ces publics ont démontré que, au moins pendant un temps et autour de sujets déterminés, même une audience saturée par les scandales à répétition et la mauvaise qualité des élites politiques peut se récupérer et susciter la mobilisation des citoyens pour demander *accountability* et justice.

Bibliographie

- Barreto, K. (2012). *Justiça midiática*. Récupéré le 6 juin 2016 du blog de l'auteur : <http://professorkennedybarreto.blogspot.com.br/2012/05/justica-midiatica.html>
- Bird, E. (1997). What a Story! Understanding the Audience for Scandal. Dans J. Lull et S. Hinerman (dir.), *Media Scandals: Morality and Desire in the Popular Culture Marketplace* (p. 99-121). New York, NY : Columbia University Press.
- Costas, R. (2016). *Sergio Moro: Herói anticorrupção ou incendiário?* Récupéré le 8 juin 2016 du site *BBC Brasil* : http://www.bbc.com/portuguese/noticias/2016/03/160317_sergio_moro_ru
- Cruvinel Neto, P. N. (2013). A influência midiática nas sentenças criminais: a relevância da atenuação na dosagem da pena. *Âmbito Jurídico*, 16 (108). Récupéré le 6 juin 2016 du site de la revue : http://www.ambito-juridico.com.br/site/?n_link=revista_artigos_leitura&artigo_id=12649
- Edelman, M. (1988). *Constructing the Political Spectacle*, Chicago, IL : University of Chicago Press.
- Funk, C. L. (1996). The Impact of Scandal on Candidate Evaluations: An Experimental Test of the Role of Candidate Traits, *Political Behavior*, 18 (1), 1-24.
- Garment, S. (1991). *Scandal. The Crises of Mistrust in American Politics*, New York, NY : Random House.
- Gomes, L. F. (2012). *Mensalão: jornalismo justiceiro e publicidade opressiva*, Récupéré le 5 juin 2016 du site *DireitoNet* : <http://www.direitonet.com.br/artigos/exibir/7477/Mensalao-jornalismo-justiceiro-e-publicidade-opressiva>
- Langer J. (1998). *Tabloid Television : Popular Journalism and the 'Other News'*. Londres : Routledge.

- Lowi, T. (1988). Foreword. Dans A. S. Markovits et M. Silverstein (dir.), *The Politics of Scandal. Power and Process in Liberal Democracies* (p. VII-XII). New York, NY : Holmes & Meier.
- Markovitz A. S. et Silverstein M. (1988). Introduction. Dans son oeuvre: *The Politics of scandal : power and process in liberal democracies*, (p. 1-12). New York, NY : Holmes & Meier.
- Quadros M. P. (2015). *Conservadorismo à brasileira: sociedade e elites políticas na contemporaneidade* (thèse de doctorat non publiée). Pontifícia Universidade Católica do Rio Grande do Sul, Porto Alegre, Brésil.
- Rojo R. E. (2002-2003). En torno del escándalo político como forma de control social. (De Mónica Lewinsky a la violación del panel electrónico del Senado brasileño). *Humanas/UFRGS*, 25 (1-2), 195-209.
- Rojo, R. E. (2013). *Lulismo, pragmatismo y después... En torno al estilo de liderazgo político en el Brasil de nuestros días*. Communication présentée au 29^e Congrès de l'Association Latino-américaine de Sociologie (ALAS), Santiago, Chili. Récupéré du CD-ROM édité avec les travaux complets présentés, notamment au Groupe de travail 13.
- Salmon C. (2007). *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris : La Découverte.
- Thomson, J. B. (1997). Scandal and Social Theory. Dans J. Lull et S. Hinerman (dir.), *Media Scandals. Morality and Desire in the Popular Culture Marketplace* (p. 34-64). Cambridge : Polity Press.
- Waisbord S (2000). *Watchdog Journalism in South America: News, Democracy and Accountability*, New York, NY : Columbia University Press.



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.